Nouvelles brèves

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **151 (2006)**

Heft 6-7

PDF erstellt am: **29.04.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

ÉTRANGER

Terrorisme: la «radicalisation n'a jamais été aussi forte» en France

Le patron du pôle antiterroriste Jean-Louis Bruguière estime que «jamais la radicalisation n'a été aussi forte» et qu'elle «est directement liée à la situation en Irak qui modifie les contours de la menace [...] Nous assistons en fait à une mutation des réseaux, avec de nouveaux acteurs encore plus jeunes, parfois même mineurs, donc encore plus malléables», assure-t-il dans *Le Figaro* du 5 octobre 2005. Selon lui, le vivier islamiste «devient de plus en plus instable.» Concernant un éventuel risque nucléaire, il affirme que «le risque de bombe sale ne relève pas de la supputation. [...] Il s'est déjà matérialisé avec l'affaire Jose Padilla, ce taliban américain de Brooklyn interpellé en mai 2002, alors qu'il voulait faire exploser une bombe radiologique aux Etats-Unis.» Il estime par ailleurs que «la menace chimique reste d'actualité pour la simple raison que certains de ces réseaux ont travaillé sur du chimique ou du biologique primaire de type ricine ou type botulique. [...] Ils ont été formés en Afghanistan dans des camps spécialisés tenus notamment par des Egyptiens, dans le Caucase aussi, en Géorgie, en lien avec la mouvance tchétchène de l'émir Hattab, et dans l'enclave d'Al-Ansar dans le Kurdistan irakien.»

Le carburant des missiles «SCUD» et «FROG» utile pour les terroristes?

Des terroristes pourraient récupérer les substances chimiques propulsives des missiles *SCUD*, *FROG* et anti-aériens, qui ont disparu des arsenaux de certaines armées et alimenter ainsi les ateliers de fabrication d'engins explosifs improvisés. A la fin octobre 2005, un communiqué faisait état de la destruction en Afghanistan de trois engins *FROG-7*: «Chacune des roquettes contenait plus de 2000 livres de substances propulsives. Le ministère britannique de la Défense s'est toujours montré très discret s'agissant du nombre d'engins lourds disparus en Afghanistan. Le rapport *Foreign Missile Developments and the Ballistic Missile Threat Through 2015* escamote simplement la question. Quant à la transformation des propulseurs à poudre en explosifs, les Ukrainiens l'utilisent pour se débarrasser des *SS-24*. 5000 tonnes de substances chimiques extraites des missiles vont, à partir de 2007, y servir à produire 17000 tonnes d'explosif. (*TTU Europe*, 16 novembre 2005).

La bombe sale menace

L'Agence internationale de l'énergie atomique s'inquiète du développement des trafics dans le monde de matériaux radioactifs de qualité civile, d'origine médicale ou industrielle. Entre 2002 et 2004, le nombre d'incidents (pertes, transports indus) signalés à l'Agence viennoise aurait doublé, avec une intervention avérée de réseaux criminels. Cette information est liée à la menace toujours forte d'un attentat perpétré à l'aide d'une bombe sale. (*TTU Europe*, 26 avril 2006).

Etats-Unis: opération «Bombe sale»

Les agents du Government Accountability Office (GAO) du Congrès ont réussi à introduire sur le territoire des Etats-Unis le matériel radiologique nécessaire à la fabrication d'une bombe sale. Cette opération était destinée à tester la surveillance et le contrôle des frontières terrestres avec le Canada et le Mexique. En fait, les équipements de haute technologie pour la détection de matériel nucléaire et radiologique ont fonctionné, mais les agents du GAO ont pu franchir les contrôles en exhibant de faux documents des agences fédérales. (*TTU Europe*, 5 avril 2006).

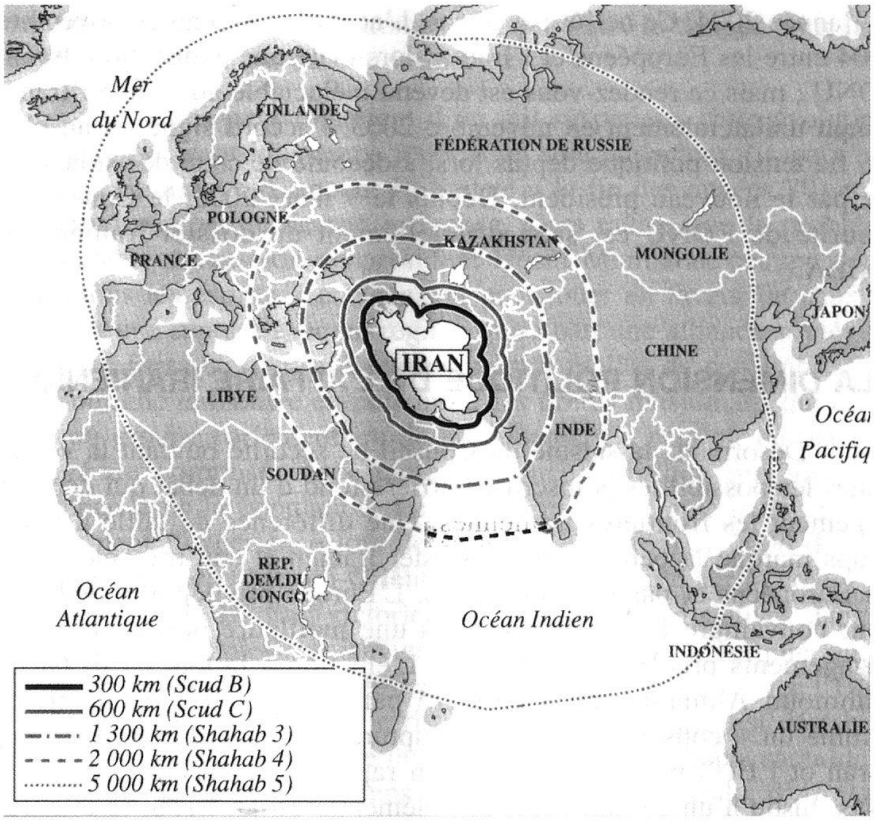
L'Iran et l'arme nucléaire

Installons-nous dans le fauteuil du président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, et regardons jusqu'aux frontières du pays. A l'Ouest, en Irak, à l'Est, en Afghanistan, campe la première puissance nucléaire du monde, les Etats-Unis, qui ne cache pas sa volonté de voir tomber le régime de Téhéran. Au Sud-Est, le régime aux desseins incertains du général pakistanais Pervez Musharraf, également doté de l'arme nucléaire. Juste derrière, l'immense Inde. En élargissant le regard, on tombe sur Israël dont l'armement atomique et l'hostilité à la République islamique sont connus, puis sur la Russie, deuxième puissance nucléaire du monde. Certes, tous les voisins, permanents ou provisoires (Etats-Unis) de l'Iran ne sont pas ses ennemis, en tout cas aujourd'hui.

Gouverner n'est-ce pas prévoir? Si Charles de Gaulle régnait à Téhéran, il est probable qu'en vertu du principe de précaution militaire, sans même parler du rang occupé par sa nation, il équiperait le pays de l'arme de dissuasion. Certes, Téhéran a signé le Traité de non-proli-

fération nucléaire qui lui interdit de passer du nucléaire civil au militaire, mais celui-ci fuit de partout. D'abord, trois Etats proches de l'Iran (Israël, Pakistan, Inde) ne l'ont pas signé et se sont dotés de l'arme nucléaire; ils n'ont pas été ostracisés par le reste du monde. La Corée du Nord, qui l'a violé, négocie avec Washington alors même qu'elle figure sur l'«Axe du Mal».

Calons-nous dans le fauteuil de Mahmoud Ahmadinejad. A sa place, renoncerions-nous à l'arme nucléaire, la plus sage décision dans l'intérêt de l'humanité? Ou bien comme Washington, Paris ou Londres, choisirions-nous la dissuasion dans l'espoir de protéger nos compatriotes?



Collaboration entre l'Iran et la Corée du Nord

Prochain sujet d'inquiétude pour la communauté internationale: la coopération entre le complexe militaro-industriel iranien et le régime nord-coréen pour nucléariser ses têtes de missiles. Selon des sources liées au CNRI (moudjahidin du peuple) – qui restent à valider –, un vaste ensemble industriel serait en cours d'organisation sous l'égide d'Hemmat Industries, dont le quartier général est installé en banlieue de Téhéran, à Hakimieh. Composante essentielle des projets aéronautiques et spatiaux iraniens, ce groupe est responsable des programmes *Shahab* 1, 2 et 3, ainsi que des engins *Ghadar*, ces deux derniers étant susceptibles d'être équipés de moyens nucléaires. Le plan de charge serait ainsi réparti: Movahed Industrie gérerait l'assemblage des missiles, tandis que Karimi prendrait en charge les têtes de missile, les fonctions de contrôle et de guidage revenant à Varamini. Le site principal de construction serait installé dans les montagnes de Khojir et Bar Jamali, dans un long tunnel autour du complexe de Khojir. (*TTU Europe*, 14 décembre 2005).

Iran: mesure de précaution

Selon une source israélienne, le corps des *Pasdaran* a reçu pour mission de déplacer 3 batteries de missiles *Shahab* toutes les 24 heures, afin de contrecarrer d'éventuelles frappes aériennes. Cette disposition aurait été prise le 19 janvier 2006. L'Iran disposerait de 6 brigades de missiles *Shahab-3*, la première ayant été constituée en juillet 2003. Ces missiles seraient, soit de type standard, avec une portée de 1300 km, soit de type longue portée (2000 km). Jusqu'en mars dernier, 3 brigades en mouvement avaient été identifiées, se déplaçant continuellement entre les provinces occidentales de Karmanshah et de Hamadam, alors que les 3 autres étaient maintenues en réserve dans les provinces orientales de Fars et d'Isphahan. Dans les deux cas, les missiles ont été déplacés quotidiennement dans un rayon de 35 km, ce qui laisse supposer, selon Tel-Aviv un commandement et contrôle (C2) peu évolué. (*TTU Europe*, 10 mai 2006).

SUISSE

La sécurité intérieure de la Suisse en 2005

L'Office fédéral de la police a publié le 30 mai dernier une

Pays	Budget 2004 (millions euros)	% PIB	Habitants (millions)	Euros/ habitant	% crédits équipements	% crédits fonctionnement
Allemagne	24212	1,1	82,422	29	25,0	75,0
Autriche	1700	0,8	8,192	207		
Belgique	2662	1,0	10,472	254	12,6	24,7
Danemark	2490	1,3	5,450	456	14,5	85,5
Espagne	10197	1,3	43,197	236	22,8	21,0
Finlande	1881	1,2	5,231	359	30,4	69,6
France	32400	2,0	61,044	530	46,0	54,0
Grèce	3000		11,043	271		
Italie	14089	1,0	58,133	242	22,7	24,1
Norvège	359	1,8	4,610	78	25,0	67,8
Pays-Bas	7607	1,7	16,335	465	17,0	83,0
Pologne	2597	1,4	38,536	67	21,2	78,8
Portugal	Env. 1600		10,605	152		
République tchèque	1689	2,0	10,235	165	19,7	80,2
Royaume-Uni	35200	2,3	59,911	587		
Suède	4332	1,6	9,042	479	47,0	52,0
Suisse	3800	1,0	7,523	505		

analyse objective de la situation dans le domaine de la sécurité intérieure en Suisse. Il fait également état des menaces, en-dehors du terrorisme djihadiste, pesant sur la sécurité intérieure de la Suisse, dans les domaines du terrorisme, de l'extrémisme, du services de renseignement prohibé, de la prolifération et de la criminalité, qu'elle soit générale, organisée ou économique. Il revient également sur les mesures préventives et répressives adoptées ou prévues et précise leur signification. Les phénomènes décrits dans le rapport se caractérisent presque tous par leur caractère transnational. Voilà pourquoi le rapport présente pour la première fois les bases de la coopération policière internationale et de la coopération entre les services de renseignement, à laquelle participe la Suisse.

En tant qu'Etat européen, la Suisse fait partie de cette zone d'opération. Dans ce domaine, la situation de la menace est sujette à des changements brusques et soudains. Le djihadisme, une forme de terrorisme islamiste inspiré par Al-Qaïda, a visiblement connu un tournant.

Il n'est plus seulement mené sous la conduite opérationnelle de structures établies dans les zones de combat de l'Irak ou de l'Afghanistan, mais par des individus isolés agissant dans leur environnement proche, également en Europe, qui est désormais une zone d'opération pour les terroristes islamistes s'inspirant d'Al-Qaïda. Les événements de l'année dernière – attentats de Londres, attentat-suicide d'une Belge convertie à l'islam en Irak – ne laissent plus aucun doute à ce sujet.

Pour la Suisse, cela signifie qu'elle aussi fait partie de la zone d'opération djihadiste, même si les informations à disposition ne permettent en rien de considérer qu'elle est une cible primaire d'attaques terroristes. En effet, il n'a jamais été prouvé de manière définitive que des actes préparatoires concrets à de telles actions ont été entrepris. Au vu des développements constatés, cette situation pourrait néanmoins évoluer rapidement et à tout moment.

La menace terroriste émanant de groupes européens tels que l'ETA ou l'IRA semble se réduire, alors même que l'extrémisme violent d'origine étrangère conserve son potentiel. Le calme relatif constaté en Suisse en 2005 ne change rien au fait que les problèmes et les conflits non résolus

dans les pays d'origine de certaines communautés peuvent provoquer des réactions au sein des groupes extrémistes violents également présents en Suisse, comme le PKK et les LTTE.

Malgré un nouveau succès électoral du Parti des Suisses nationalistes (PSN), qui a renforcé un peu plus son assise, les milieux d'extrême droite continuent d'avoir recours à la violence. Les efforts de recrutement ont contribué à renforcer le noyau dur de l'extrême droite. Il faut s'attendre, également à des affrontements violents entre extrémistes de droite et de gauche.

Les milieux d'extrême gauche hésitent moins à faire usage de la violence, également à l'encontre de personnes. Les extrémistes de gauche ont réagi à la perte de leur principale plate-forme d'action, le mouvement antimondialisation, en opérant un changement de stratégie. Ils ont mené leurs actions sur toute l'année et n'ont plus seulement agi en fonction des événements. La «lutte contre le fascisme» et la lutte contre la prétendue répression policière sont devenues leurs chevaux de bataille.

La tendance à davantage de criminalité violente et, dans son sillage, la violence juvénile demeurent problématiques. L'augmentation de la violence a également été perceptible dans le domaine de la traite d'êtres humains. Le crime organisé, quelles que soient ses origines, continue d'être une source d'inquiétude. Citons à titre d'exemples le groupe mafieux de la «Ndrangheta» les groupes de souche albanaise (héroïne, prostitution) ou les réseaux d'Afrique de l'Ouest (cocaïne, escroqueries).

«En moyenne, 10000 aéronefs survolent le territoire, chaque jour». A cent mètres sous terre, le Centre de conduite des opérations aériennes (base de Taverny) surveille l'espace aérien français et suisse. Exemple de coopération...

Journée des autorités de la brigade d'infanterie de montagne 10

La brigade d'infanterie de montagne 10 a organisé le 1er juin une journée à l'intention des autorités et de la population. C'est la première fois qu'une telle journée est organisée à l'échelle de la brigade. Répondant à l'invitation du brigadier Roland Favre, plus de deux cents invités, représentant les autorités militaires et civiles des cantons de Fribourg, Vaud, Valais et Berne ont participé à cet événement. Tout au long de la journée, des démonstrations ont permis aux invités de découvrir le travail d'instruction et de formation accompli depuis la création de la brigade en 2004. Deux classes du Collège Saint-Michel (Fribourg) et du Collège du Sud (Bulle) ont également été associées à cette journée et les élèves ont pu découvrir quelques facettes de l'engagement de leurs pères ou grands frères lorsqu'ils accomplissent leur devoir militaire.

Cette journée était animée par le bataillon d'infanterie de montagne 7, placé depuis le 1er janvier 2006 sous les ordres du lieutenant-colonel EMG Patrick Gauchat, de Romont. Ce bataillon est le corps de troupe qui, dans l'Armée XXI, a succédé aux régiments d'infanterie de montagne 5 (VD), 6 (VS) et 7 (FR); il perpétue une longue tradition militaire de montagne. Ce bataillon 7 étant attribué au Canton de Fribourg, les représentants de ce Canton étaient particulièrement nombreux à venir visiter *leur* bataillon qui a présenté sa section de sûreté engagée dans différents types de *checkpoints*, une section d'explorateurs mécanisés, un PC mobile et fixe, le tir à balles d'une section de fusiliers de montagne.